



Bulletin Veille Europe n°106 Février 2021

Sommaire

Institutions de l'UE.....	4
Commission européenne / Retour et réadmission : améliorer la coopération au sein de l'UE et avec les partenaires extérieurs	4
Commission européenne / Voisinage méridional: l'UE propose un nouvel agenda pour la Méditerranée ...	4
Commission européenne / Réunion avec Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex.....	4
Réseau européen sur la migration / Bulletin d'informations n°33	4
Commission européenne / Renforcer la coopération en matière de retour et de réadmission dans le cadre d'une politique migratoire européenne équitable, efficace et globale	5
Commission européenne / La Commission demande à la Hongrie de respecter la législation de l'UE en matière de l'UE.....	5
Commission européenne / la Commission exhorte la Hongrie à exécuter l'arrêt de la Cour de justice concernant la loi hongroise sur les ONG financées par des capitaux étrangers	6
Conseil de l'UE / Accord entre UE-Afghanistan sur les éloignements	6
Parlement européen / Rapport sur la mise en œuvre de la directive sur la prévention de la traite des êtres humains	6
Parlement européen / Avis de la commission LIBE sur la protection des droits de l'homme et la politique migratoire extérieure de l'UE.....	7
Parlement européen / Les députés appellent à renforcer la lutte contre la traite des êtres humains	7
Parlement européen / Lancement d'une enquête du Parlement européen sur le respect des droits fondamentaux par Frontex	7
Centre de recherche du Parlement européen / Recherche et sauvetage en Méditerranée.....	8
Centre de recherche du Parlement européen / Tolérance zéro pour les mutilations génitales féminines....	8
Centre de recherche du Parlement européen / Nouvelle stratégie pour renforcer l'application de la Charte des droits fondamentaux : Perspective locale et régionale	8
Cour de Justice de l'UE / Conclusions de l'Avocat général sur la loi hongroise qui criminalise les associations de défense des personnes migrants dite « Stop Soros »	8
Agences et organes de l'UE.....	9
Frontex / Situation aux frontières extérieures de l'UE : baisse des arrivées en Méditerranée.....	9
Frontex / Renouvellement de l'accord de travail avec la Géorgie.....	9
Frontex / Le conseil d'administration adopte la nouvelle stratégie relatives aux droits fondamentaux	9
Frontex / Séminaire sur le changement climatique.....	10
EASO / Note commune d'analyse et d'orientation – Afghanistan	10
EASO / Ukraine : L'EASO publie un rapport sur le système national de santé applicable aux demandeurs d'asile	10
EASO / Les décisions de l'UE en matière d'asile dépassent les demandes pour la première fois depuis 2017	10
EASO / Analyse judiciaire de la vulnérabilité dans le cadre des demandes de protection internationale ...	11
FRA / Bulletin 2021 sur les principales préoccupations en matière de droits fondamentaux dans les migrations	11

Eurojust / Rapport sur la traite des êtres humains : la nécessité d'une coopération judiciaire transfrontalière accrue.....	11
Institutions européennes.....	11
GRETA / Visite du GRETA en France dans le cadre du troisième cycle d'évaluation	11
GRETA / Nouvelles orientations pour soutenir les États dans leur lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation du travail	12
Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés / Débat sur les catastrophes, les déplacements et les changements climatiques.....	12
Organisations des Nations unies.....	13
HCR / Protéger les familles déplacées dans le contexte de violences accrues au Niger	13
HCR / Le HCR alerte sur les attaques contre l'asile aux frontières de l'Europe et exhorte à faire cesser les renvois aux frontières et la violence contre les réfugiés	13
HCR – UNICEF - UE / Protéger les enfants en déplacement en Amérique centrale, au Mexique et en Afrique australe	13
HCR - Banque mondiale / Opinion : Quand les réfugiés recevront-ils le vaccin contre le Covid-19 ?	13
HCR / Les données disponibles témoignent de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les moyens d'existence et les perspectives d'avenir des plus vulnérables	14
HCR – Banque mondiale / L'éducation pour tous les enfants réfugiés est possible	14
HCR - OIM / Le HCR et l'OIM demandent une meilleure protection pour les personnes déracinées qui font face aux effets du changement climatique.....	14
HCR - OIM / Le HCR et l'OIM appellent à renforcer le système européen de recherche et de sauvetage alors que 41 personnes sont mortes dans un naufrage	15
OIM / L'OIM appelle à mettre un terme aux refoulements et à la violence contre les migrants aux frontières extérieures de l'UE.....	15
OIM / Le rôle des migrants dans la réponse aux catastrophes : l'OIM explore la participation de la diaspora dans l'aide humanitaire	15
OIM / L'endettement touche 68% des migrants de retour dans six pays d'Afrique de l'Ouest, compromettant leur réintégration dans leur pays	15
OIM / Fiche d'informations sur le mécanisme de relocalisation volontaire depuis la Grèce.....	16
UNODC / Boîte à outils pour l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans les réponses de la justice pénale à la traite	16
UNODC / Publication du rapport mondial de 2020 sur la traite des êtres humains	16
Organisations de la société civile.....	17
Associations grecques / Analyse de la proposition du règlement filtrage dans le contexte grec	17
Statewatch / Frontex : Le conseil d'administration se prononce contre les propositions de confidentialité dans un rapport préliminaire	17
Legal Centre Lesbos / La Grèce accusée d'avoir commis des crimes contre l'humanité à ses frontières ..	17
CEPS / Refoulements et manque de responsabilité aux frontières gréco-turques	17
Collectif Ensemble contre la traite / Lutter contre l'exploitation et la traite des personnes transgenre	18
Réseau SHARE / Rapport du webinar « Participation et co-création pour l'intégration des réfugiés et des migrants dans l'UE »	18
International Rescue Committee / Renforcer la communication entre les prestataires de services de lutte contre la violence à l'égard des femmes et mise en place de points focaux communautaires	18
Focus nationaux	19
Bulgarie / Publication du rapport AIDA actualisé	19
Italie / Le tribunal de Rome déclare illégaux les refoulements vers la Slovénie.....	19
Roumanie / La Roumanie nie avoir repoussé des bateaux de migrants vers les eaux turques.....	19

Hongrie / La Hongrie ignore la justice européenne en expulsant des migrants vers la Serbie.....	20
France / Rapport d'activité 2020 de la CNDA	20

Institutions de l'UE

Commission européenne / Retour et réadmission : améliorer la coopération au sein de l'UE et avec les partenaires extérieurs

La Commission a présenté le 10 février au Conseil sa **première évaluation pratique sur la coopération avec les pays partenaires en matière de réadmission**. Le nouveau pacte, présenté en septembre dernier, souligne que des retours et des réadmissions efficaces nécessitent notamment des procédures améliorées au sein de l'UE, qui réduisent la fragmentation des approches nationales et permettent une coopération plus étroite et une solidarité renforcée entre tous les États membres.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_21_503

Commission européenne / Voisinage méridional: l'UE propose un nouvel agenda pour la Méditerranée

Pour relancer et renforcer le partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses partenaires du voisinage méridional, la Commission européenne et le haut représentant ont adopté le 9 février une communication conjointe proposant un nouvel agenda pour la Méditerranée axé autour de la coopération et le partenariat. Il comprend un plan économique et d'investissement visant à stimuler la reprise socio-économique à long terme dans le voisinage méridional. Dans le cadre du nouvel instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI) de l'UE, **jusqu'à 7 milliards d'euros pour la période 2021-2027** seraient alloués à sa mise en œuvre.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_426

Commission européenne / Réunion avec Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex

La Commission a publié un rapport relatif à sa réunion avec Fabrice Leggeri, le directeur exécutif de l'Agence européenne des frontières et des garde-côtes (Frontex), le 4 février 2021. Exprimant ses préoccupations, la commissaire Johansson a souligné que le rôle du directeur exécutif est de promouvoir l'intérêt général de l'UE et de veiller à l'application des traités et du droit communautaire, y compris le règlement sur les gardes-frontières et les gardes-côtes européens. Elle a **rappelé que les dispositions en matière de gouvernance prévues dans le règlement doivent être mises en œuvre** sans plus attendre, notamment celles relatives aux droits fondamentaux.

Pour plus d'informations

Rapport : https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/announcements/report-meeting-fabrice-leggeri-executive-director-european-border-and-coast-guard-agency-frontex_en

Réseau européen sur la migration / Bulletin d'informations n°33

Le Réseau européen sur les migrations (EMN) de la Commission européenne a publié leur 33^e bulletin d'information (« Inform ») qui fournit aux décideurs politiques et autres praticiens des mises à jour sur les récents développements des politiques de migration et de protection internationale au niveau européen et national entre octobre et décembre 2020.

Pour plus d'informations

Rapport : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/docs/pages/00_emn_33rd_bulletin_final_en.pdf

Commission européenne / Renforcer la coopération en matière de retour et de réadmission dans le cadre d'une politique migratoire européenne équitable, efficace et globale

La Commission a présenté le 10 février au Conseil **sa première évaluation pratique de la coopération avec les pays partenaires en matière de réadmission**, comme le prévoit le code des visas révisé. L'évaluation porte sur toutes les étapes de la réadmission, de l'identification à la délivrance des documents de voyage jusqu'au retour effectif. A partir des données quantitatives et qualitatives fournies par les États membres et des données recueillies par Eurostat et l'Agence européenne des frontières et des garde-côtes (Frontex) sur le retour et les arrivées irrégulières, elle permet de déterminer comment améliorer la coopération de manière ciblée. Le Conseil a ensuite la possibilité, sur proposition de la Commission, de décider d'une application plus restrictive ou plus souple de certaines dispositions du code des visas.

Pour plus d'informations

Communication : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/pdf/10022021_communication_on_enhancing_cooperation_on_return_and_readmission_com-2021-56_en.pdf

Commission européenne / La Commission demande à la Hongrie de respecter la législation de l'UE en matière de l'UE

La Commission a décidé le 18 février d'**adresser un avis motivé à la Hongrie concernant la législation adoptée dans le contexte de la pandémie de coronavirus, dont la Commission estime qu'elle restreint illégalement l'accès à la procédure d'asile**. Selon cette législation, avant de pouvoir demander une protection internationale en Hongrie, les ressortissants de pays ne faisant pas partie de l'UE doivent d'abord faire une déclaration d'intention dans laquelle ils expriment leur volonté de demander l'asile auprès d'une ambassade hongroise située en dehors de l'Union européenne et se voir délivrer un permis d'entrée spécial à cet effet, émis à la discrétion des autorités hongroises. La Commission estime que les nouvelles procédures d'asile prévues par la législation hongroise sont contraires à la directive sur les procédures d'asile interprétée à la lumière de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le 30 octobre 2020, la Commission a adressé une lettre de mise en demeure à la Hongrie au sujet de cette nouvelle législation. La réponse des autorités hongroises n'a pas permis de dissiper les inquiétudes de la Commission. Cette dernière continue de considérer que cette législation est contraire au droit de l'Union, car elle empêche les personnes se trouvant sur le territoire hongrois, y compris à la frontière, de demander une protection internationale. Les autorités hongroises disposent de deux mois pour notifier à la Commission les mesures prises pour répondre à ces préoccupations. À défaut, la Commission pourrait saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/inf_21_441

Commission européenne / la Commission exhorte la Hongrie à exécuter l'arrêt de la Cour de justice concernant la loi hongroise sur les ONG financées par des capitaux étrangers

La Commission a envoyé le 18 février une lettre de mise en demeure à la Hongrie en raison du non-respect de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'affaire C-78/18, Commission/Hongrie. Il s'agit d'une procédure d'infraction fondée sur l'article 260, paragraphe 2, du TFUE, ce qui signifie que la Commission peut renvoyer l'affaire devant la Cour et demander des sanctions financières, après avoir donné à l'État membre la possibilité de s'expliquer. Dans son arrêt du 18 juin 2020, la Cour a jugé la loi hongroise sur les ONG (la «loi sur la transparence») contraire aux règles de l'UE relatives à la libre circulation des capitaux (article 63 du TFUE) et aux droits fondamentaux à la protection des données à caractère personnel et à la liberté d'association, protégés par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. En particulier, la Cour a souligné que le droit à la liberté d'association constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique et pluraliste et comprend le droit des organisations de la société civile de chercher, d'obtenir et d'utiliser des ressources. La Cour a conclu que la législation hongroise menace le rôle de la société civile en tant qu'acteur indépendant des sociétés démocratiques, en sapant son droit à la liberté d'association, en créant un climat de méfiance à son égard et en limitant le respect de la vie privée des donateurs. Les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne sont immédiatement contraignants pour l'État membre concerné.

La Commission estime que la Hongrie n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt, malgré les demandes répétées de la Commission de le faire d'urgence. En particulier, la Hongrie n'a pas abrogé la loi sur la transparence, qui a été jugée contraire au droit de l'Union. Dès lors, la Commission demande à la Hongrie, au moyen d'une lettre de mise en demeure, de prendre et de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour remédier à la situation. La Hongrie dispose d'un délai de deux mois pour répondre aux préoccupations soulevées par la Commission. À défaut, cette dernière pourrait décider de renvoyer l'affaire devant la Cour de justice de l'Union européenne et proposer que des sanctions financières soient infligées à ce pays.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/inf_21_441

Conseil de l'UE / Accord entre UE-Afghanistan sur les éloignements

Suite à l'expiration du Joint Way Forward, l'Union européenne et l'Afghanistan ont signé un nouvel accord appelé « **déclaration commune sur la coopération en matière de migration entre l'Afghanistan et l'UE** ». Ce nouvel accord a pour objectif de faciliter les éloignements des États membres de l'UE vers l'Afghanistan, un pays toujours confronté à un conflit, à la violence et à l'instabilité. Elle comprend notamment une définition plus restrictive des « groupes vulnérables » et fixe également explicitement « un plafond de 500 rapatriés par mois ».

Pour plus d'informations

Déclaration commune : <https://www.statewatch.org/media/1801/eu-council-joint-declaration-afghanistan-5223-21-add1.pdf>

Parlement européen / Rapport sur la mise en œuvre de la directive sur la prévention de la traite des êtres humains

Le Parlement européen a adopté le 1^{er} février une résolution sur la mise en œuvre de la directive 2011/36/UE concernant la prévention de la traite des êtres humains, la lutte contre ce phénomène et la protection de ses victimes. La résolution appelle à des mesures plus strictes contre toutes les formes de traite, axées sur la protection des femmes, des enfants et des migrants. Les députés regrettent l'absence de données

comparables relatives la traite à l'échelle de l'UE, et demandent à ce que la coopération entre États membres soit renforcée afin de lutter contre ces crimes souvent transfrontaliers. Ils considèrent que l'utilisation des services sexuels de victimes de la traite doit être criminalisée et mettent l'accent sur l'utilisation des nouvelles technologies par les réseaux.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210204IPR97113/traite-des-etres-humains-mieux-protoger-les-femmes-les-enfants-et-les-migrants>

Rapport : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0041_EN.html

Parlement européen / Avis de la commission LIBE sur la protection des droits de l'homme et la politique migratoire extérieure de l'UE

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen a rendu le 15 janvier un **avis sur le projet de rapport sur la protection des droits de l'homme et la politique migratoire extérieure de l'UE** de la commission des affaires étrangères. Elle demande notamment la Commission européenne de procéder à une évaluation complète des incidences de la politique migratoire extérieure de l'Union sur les droits de l'homme en accordant une attention particulière à la déclaration UE-Turquie, à la coopération avec la Libye, à l'action conjointe pour le futur avec l'Afghanistan, aux projets menés dans le cadre du processus de Khartoum et aux accords de coopération en matière de gestion des frontières ainsi qu'aux actions en mer de Frontex.

Pour plus d'informations

Avis : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/LIBE-AD-658862_FR.pdf

Projet de rapport : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/AFET-PR-660103_FR.pdf

Parlement européen / Les députés appellent à renforcer la lutte contre la traite des êtres humains

Alors que le trafic d'êtres humains connaît une croissance rapide avec plus de **14 145 victimes entre 2017 et 2018 en UE**, dont **72 % étaient des femmes** et des filles, les députés européens souhaitent que l'UE intensifie la lutte contre la traite des êtres humains, renforce la protection des victimes et mette fin à l'impunité des trafiquants.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/society/20210204STO97130/stopping-human-trafficking-meps-call-for-more-action>

Parlement européen / Lancement d'une enquête du Parlement européen sur le respect des droits fondamentaux par Frontex

Le nouveau **groupe de travail du Parlement européen sur le contrôle de Frontex** (Frontex Scrutiny Working Group, FSWG) a officiellement commencé ses travaux le mardi 23 février avec la nomination de son président et d'un rapporteur. L'objectif du groupe est d'évaluer tous les aspects du fonctionnement de l'Agence européenne des frontières, y compris son respect des droits fondamentaux.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210223IPR98504/respect-of-fundamental-rights-by-frontex-european-parliament-inquiry-launched>

Centre de recherche du Parlement européen / Recherche et sauvetage en Méditerranée

Le centre de recherche du Parlement européen a publié un podast portant sur les activités de recherche et de sauvetage et de débarquement des États membres de l'UE. Ces dernières ne sont actuellement **pas couvertes par un cadre juridique commun**, à l'exception des activités menées dans le cadre des dirigées par Frontex. Au cours des dernières années, la mer Méditerranée a été la toile de fond du plus grand nombre de morts et de disparus, notamment lié au **manque de coordination des activités de recherche et de sauvetage** et à la **criminalisation des ONG** actives dans ce domaine, dont la responsabilité n'est pas toujours claire en raison de l'interprétation variée du droit international. Une solution, proposée par les universitaires, pourrait être **l'harmonisation du régime juridique fragmenté** des interceptions en mer.

Pour plus d'informations

Communiqué et podcast : <https://epthinktank.eu/2021/02/03/search-and-rescue-in-the-mediterranean-policy-podcast/>

Centre de recherche du Parlement européen / Tolérance zéro pour les mutilations génitales féminines

Le centre de recherche du Parlement européen a publié le 4 février une **note d'actualisation** portant sur l'action de l'UE en faveur de l'éradication des mutilations génitales féminines. La Commission européenne s'est engagée à évaluer les efforts de l'UE dans ce domaine chaque année, à l'occasion de la Journée internationale de tolérance zéro pour les mutilations génitales féminines.

Pour plus d'informations

Brief : [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA\(2017\)595916](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA(2017)595916)

Centre de recherche du Parlement européen / Nouvelle stratégie pour renforcer l'application de la Charte des droits fondamentaux : Perspective locale et régionale

Le centre de recherche du Parlement européen a publié un briefing qui fournit des conseils et des outils pour aider les autorités locales et régionales à informer les citoyens de leurs droits garantis par la Charte des droits fondamentaux dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée par la Commission en décembre 2020. La Charte n'est en effet pas utilisée à son plein potentiel et une enquête Eurobaromètre a montré que les citoyens de l'UE ne la connaissent pas suffisamment. La note présente également les meilleures pratiques de certains États membres de l'UE en matière de promotion des principes qui sous-tendent la Charte au niveau régional et local.

Pour plus d'informations

Briefing : [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI\(2021\)679089](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI(2021)679089)

Cour de Justice de l'UE / Conclusions de l'Avocat général sur la loi hongroise qui criminalise les associations de défense des personnes migrants dite « Stop Soros »

Le 25 février, l'avocat général de la Cour de justice de l'UE a estimé que la loi hongroise violait le droit communautaire et a reconnu que la Hongrie a manqué à ses obligations découlant du droit de l'Union en introduisant un motif d'irrecevabilité des demandes de protection internationale pour les demandeurs ayant transité par des pays sûrs.

Pour plus d'informations

Conclusions :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=238177&pageIndex=0&doclang=FR&mode=req&dir=&occ=first&part=1&cid=6498874>

Agences et organes de l'UE

Frontex / Situation aux frontières extérieures de l'UE : baisse des arrivées en Méditerranée

Selon des calculs préliminaires de l'agence européenne des frontières et des garde-côtes (Frontex), le nombre de **franchissements illégaux des frontières extérieures de l'Europe en janvier 2021 a diminué de près de moitié par rapport à 2020**, pour atteindre près de 5 800, principalement en raison de la baisse des chiffres concernant les routes migratoires en Méditerranée.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/situation-at-eu-external-borders-arrivals-down-in-the-mediterranean-2FTL79>

Frontex / Renouvellement de l'accord de travail avec la Géorgie

Frontex, l'Agence européenne des frontières et des garde-côtes, a renouvelé son accord de travail avec le ministère des affaires intérieures de Géorgie le 11 février. Dans le cadre de cet accord révisé, Frontex et la Géorgie ont réaffirmé leur engagement à travailler ensemble dans la lutte contre les migrations irrégulières et la criminalité transfrontalière, la mise en œuvre de projets d'assistance technique ainsi que l'échange d'informations et de meilleures pratiques dans le domaine de la gestion des frontières et du retour.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/frontex-renews-working-arrangement-with-georgia-e0212v>

Frontex / Le conseil d'administration adopte la nouvelle stratégie relatives aux droits fondamentaux

Le conseil d'administration de l'agence européenne Frontex a adopté le 15 février une **nouvelle stratégie pour les droits fondamentaux**, qui régit la manière dont l'agence applique les normes et principes des droits fondamentaux dans toutes ses activités. Ce document, qui remplace une version de 2011, est le résultat de consultations approfondies entre toutes les unités internes et les partenaires et concerne notamment la planification fondée sur l'analyse, les **opérations conjointes et les retours, la coopération avec les États membres et les agents et autorités des pays tiers, ainsi que les responsabilités des participants** aux activités opérationnelles de Frontex. Elle sera élaborée dans un plan d'action comprenant des garanties pratiques en matière de droits fondamentaux.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/management-board-adopts-the-new-frontex-fundamental-rights-strategy-lhBJIG>

Stratégie : <https://frontex.europa.eu/about-frontex/key-documents/?category=fundamental-rights-strategy>

Frontex / Séminaire sur le changement climatique

Le 17 février, l'agence européenne des frontières et des garde-côtes, Frontex, a organisé un séminaire sur **l'impact du changement climatique sur la migration**, en mettant l'accent sur la sécurité des femmes et des enfants. Adoptant une approche scientifique, il a également examiné les liens entre le changement climatique et le crime organisé, y compris le terrorisme, la criminalité environnementale étant la quatrième activité criminelle au monde. Le séminaire s'est déroulé dans le cadre de la présidence par Frontex du réseau d'agences de la justice et des affaires intérieures (JAI) qui comprend neuf agences européennes.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/frontex-hosts-seminar-on-climate-change-uONU4f>

EASO / Note commune d'analyse et d'orientation – Afghanistan

Le bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié une note d'orientation actualisée portant sur l'évaluation de la situation en Afghanistan et l'examen des demandes de protection internationale de ses ressortissants.

Pour plus d'informations

« Country guidance » :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/Country_Guidance_Afghanistan_2020_0.pdf

EASO / Ukraine : L'EASO publie un rapport sur le système national de santé applicable aux demandeurs d'asile

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié une nouvelle note d'information médicale (MedCOI) sur l'Ukraine, résultat d'une mission d'enquête au début de l'année 2020. Ce rapport est destiné à aider les autorités nationales chargées de l'asile à vérifier la situation sanitaire dans certains pays d'origine, afin de faciliter l'évaluation des demandes faites pour des raisons médicales.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.easo.europa.eu/news-events/ukraine-easo-publishes-report-national-healthcare-system-it-applies-asylum-applicants>

EASO / Les décisions de l'UE en matière d'asile dépassent les demandes pour la première fois depuis 2017

Selon un communiqué du bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), en 2020 les **demandes d'asile ont chuté de 31% par rapport à 2019** en UE27+ avec 461 300 demandes, atteignant leur niveau le plus bas depuis 2013, en grande partie en raison des restrictions de mouvements. **4% des demandes ont été faites par des mineurs non accompagnés**, en augmentation d'un point de pourcentage par rapport à 2019. Malgré la pandémie, les autorités nationales chargées de l'asile ont fait preuve de résilience en maintenant **le même niveau de décisions rendues en première instance** avec 521 000 décisions, ce qui a permis de réduire l'arriéré des demandes en attente. Le taux de protection en première instance est stable à **32%**.

Pour plus d'informations

Article : <https://www.easo.europa.eu/news-events/eu-asylum-decisions-exceed-applications-first-time-2017-due-covid-19>

EASO / Analyse judiciaire de la vulnérabilité dans le cadre des demandes de protection internationale

Le bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié une analyse judiciaire portant sur la vulnérabilité dans le cadre des demandes de protection internationale, produit d'un projet avec l'IARMJ-Europe (Association Internationale des Juges des Réfugiés et des Migrations). Elle fait partie de la série de formations professionnelles de l'EASO et constitue un **point de référence utile pour les membres des cours et tribunaux** des pays de l'UE+ concernés par l'audition des appels ou la révision des décisions relatives aux demandes de protection internationale impliquant des **demandeurs vulnérables**.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.easo.europa.eu/publications/vulnerability-context-applications-international-protection>

FRA / Bulletin 2021 sur les principales préoccupations en matière de droits fondamentaux dans les migrations

L'agence européenne des droits fondamentaux (FRA) a publié son bulletin actualisé sur les principales préoccupations en matière de droits fondamentaux relatives aux migrations. Ce rapport se concentre sur la situation des droits fondamentaux des personnes arrivant dans les États membres et les pays candidats à l'UE particulièrement touchés par les migrations, entre le 1er octobre et le 31 décembre 2020.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2021/migration-key-fundamental-rights-concerns-bulletin-2021>

Eurojust / Rapport sur la traite des êtres humains : la nécessité d'une coopération judiciaire transfrontalière accrue

L'Unité de coopération judiciaire de l'UE (Eurojust) a publié, à l'occasion de la Journée européenne des victimes de la criminalité, un rapport soulignant l'importance d'une coopération transfrontalière accrue dans la lutte contre la traite des êtres humains en particulier dans le domaine judiciaire. Cherchant à répondre aux préoccupations exprimées par la Commission et les États membres, le rapport propose **présente les solutions utilisées par l'agence lorsqu'elle intervient dans des affaires complexes de traite des êtres humains nécessitant une coordination judiciaire** renforcée. Il exprime également la volonté d'Eurojust de jouer un rôle central dans la future stratégie de lutte contre la traite, en apportant une valeur ajoutée substantielle à la dimension opérationnelle.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.eurojust.europa.eu/more-cross-border-cooperation-necessary-help-victims-trafficking-human-beings>

Rapport : <https://www.eurojust.europa.eu/eurojust-report-trafficking-human-beings>

Institutions européennes

GRETA / Visite du GRETA en France dans le cadre du troisième cycle d'évaluation

Une délégation du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) a effectué une **visite d'évaluation en France du 8 au 12 février 2021** dans le cadre du troisième cycle d'évaluation de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains. Ce cycle d'évaluation de la

Convention est axé sur l'accès des victimes de la traite à la justice et à des recours efficaces. À la suite de la visite, le GRETA rédigera un projet de rapport et publiera son rapport définitif fin 2021.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/greta-visits-france-as-part-of-the-third-evaluation-round

GRETA / Nouvelles orientations pour soutenir les États dans leur lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation du travail

Dans le contexte de l'augmentation de la traite à des fins d'exploitation du travail, apparue comme la forme prédominante de traite dans certains pays européens, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) a publié une nouvelle note d'orientation sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail. Cette dernière définit les indicateurs clés pour aider les États à garantir, par exemple, le bon fonctionnement des inspections du travail, les exigences en matière de rapports, l'identification et l'assistance efficaces des victimes et les réponses appropriées de la justice pénale.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/greta-publishes-new-guidance-for-states-to-combat-human-trafficking-for-labour-exploitation

Note d'orientation : <https://rm.coe.int/note-d-orientation-sur-la-prevention-et-la-lutte-contre-la-traite-des-/1680a1060d>

Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés / Débat sur les catastrophes, les déplacements et les changements climatiques

Le Représentant spécial, l'Ambassadeur Drahoslav Štefánek, a participé au débat du Forum mondial pour la démocratie sur "Les catastrophes, les déplacements et les changements climatiques". La reconnaissance juridique des réfugiés climatiques prend peu à peu forme et le Représentant spécial a mis l'accent sur la jurisprudence la plus récente en la matière :

- L'année dernière, il y a eu un cas décisif au Comité des droits de l'homme des Nations Unies, où il a été statué que des événements soudains ou des processus à évolution lente peuvent être une raison pour l'octroi du statut de réfugié. Il s'agissait d'une affaire contre la Nouvelle-Zélande dans laquelle un ressortissant de Kiribati se plaignait que l'élévation du niveau de la mer le privait de terres où il pouvait travailler. La situation pourrait également conduire à la violence au sein de la population dans la lutte pour les meilleures terres, les meilleures ressources et l'eau douce.
- En janvier 2021, il y a eu un cas en France où un ressortissant bangladais s'est vu accorder un statut temporaire en raison de ses problèmes respiratoires et de ses maladies, s'il était renvoyé dans son pays d'origine.
- De plus, en septembre de l'année dernière, la Cour européenne des droits de l'homme a communiqué une affaire concernant le changement climatique.

Pour plus d'informations

Communiqué et vidéo du débat : <https://www.coe.int/fr/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/-/srsq-on-migration-and-refugees-we-must-be-prepared-for-more-climate-refugees>

Organisations des Nations unies

HCR / Protéger les familles déplacées dans le contexte de violences accrues au Niger

Alors que dans la région frontalière instable de l'ouest du Niger un nombre croissant de personnes sont contraintes par des groupes armés de quitter leur foyer, le HCR mobilise un réseau d'observateurs locaux pour le suivi en matière de protection.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2021/2/601c206ca/protoger-familles-deplacees-contexte-violences-accru-es-niger.html>

HCR / Le HCR alerte sur les attaques contre l'asile aux frontières de l'Europe et exhorte à faire cesser les renvois aux frontières et la violence contre les réfugiés

Alarmé par la fréquence croissante des expulsions et des renvois de réfugiés et de demandeurs d'asile aux frontières maritimes et terrestres de l'Europe, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) **appelle les Etats à enquêter sur ces pratiques et à les faire cesser**. Le HCR reconnaît la charge disproportionnée qui repose sur certains États dans l'accueil des nouveaux arrivants et appelle les autres États européens et l'UE à faire preuve de solidarité en les soutenant.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/1/60112168a/hcr-previent-droit-dasile-mis-peril-europe-exhorte-faire-cesser-renvois.html>

HCR – UNICEF - UE / Protéger les enfants en déplacement en Amérique centrale, au Mexique et en Afrique australe

L'Union européenne (UE), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le HCR, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, ont annoncé le 2 février le **lancement du nouveau programme de l'UE pour la promotion internationale des meilleures pratiques en faveur des enfants en situation de migration** afin de renforcer les systèmes de protection de l'enfance et de proposer des alternatives à la détention. Ce programme multi-pays, doté d'un budget total de 7,5 millions d'euros, est mis en œuvre au Salvador, au Mexique, en Afrique du Sud et en Zambie avec pour objectif de renforcer les services adaptés aux besoins des femmes et les alternatives à la détention des immigrants dans les systèmes de protection de l'enfance, à améliorer la détection et l'orientation des enfants déplacés qui souffrent ou risquent de souffrir de violence sexiste et à renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/news/press/2021/2/601cf77e4/european-union-unicef-unhcr-join-efforts-protect-children-move-central.html>

HCR - Banque mondiale / Opinion : Quand les réfugiés recevront-ils le vaccin contre le Covid-19 ?

Filippo Grandi, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et Axel Van Trotsenburg, le directeur général des opérations à la Banque mondiale, ont publié le 5 février une déclaration **commune invitant les pays d'accueil à prendre en compte les réfugiés et les personnes déplacées dans le cadre des efforts de redressement et à leur garantir l'accès à la santé publique, à l'éducation et au marché du travail**. La Jordanie et le Liban ont par exemple décidé d'inclure les réfugiés syriens dans leurs campagnes de vaccination. Selon

eux, l'inclusion des réfugiés - dans les statistiques nationales, dans les mesures d'urgence et dans le cadre du redressement à long terme - les rend visibles et est dans l'intérêt des pays d'accueil. Ils ont appelé au partage équitable des responsabilités et au respect des engagements pris à travers le Pacte mondial sur les réfugiés.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/editorial/2021/2/6020f1874/opinion-refugies-recevront-ils-vaccin-contre-covid-19.html>

HCR / Les données disponibles témoignent de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les moyens d'existence et les perspectives d'avenir des plus vulnérables

Dans le cadre d'une initiative de visualisation des données intitulée « **Moyens d'existence, alimentation et perspectives d'avenir : les effets de la pandémie de Covid-19 sur les personnes déracinées** », le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a compilé des statistiques provenant de nombreuses sources afin de mieux comprendre les **effets de la pandémie sur les personnes vulnérables**. Les effets dévastateurs de la pandémie de Covid-19 sur les réfugiés, les personnes déplacées et les apatrides sont révélés par les données disponibles au niveau mondial qui en montrent les répercussions en termes d'emplois, de revenus et de sécurité alimentaire.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2021/2/601a7daba/donnees-disponibles-temoignent-limpact-pandemie-covid-19-moyens-dexistence.html>

HCR – Banque mondiale / L'éducation pour tous les enfants réfugiés est possible

Selon le rapport conjoint de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de la Banque Mondiale intitulé « Global Cost of Inclusive Refugee Education » et publié le 25 février, le **coût annuel moyen de l'éducation des réfugiés représente moins de 5 % des dépenses publiques d'éducation dans les pays en développement qui accueillent 85 % des réfugiés du monde**. La mise en œuvre du principe de l'éducation inclusive peut être réalisée pour un coût annuel estimé à **4,85 milliards de dollars** américains au niveau mondial, ce dernier augmentant cependant à mesure que les effets de la pandémie se feront sentir. Le rapport fournit une méthodologie standardisée pour estimer les coûts de l'éducation des réfugiés dans tous les pays d'accueil, espérant catalyser le développement de plans d'éducation inclusifs pour les réfugiés.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/news/press/2021/2/6037c9ad4/education-refugee-children-reach-finds-world-bank-unhcr-report.html>

Rapport : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/159281614191477048/the-global-cost-of-inclusive-refugee-education>

HCR - OIM / Le HCR et l'OIM demandent une meilleure protection pour les personnes déracinées qui font face aux effets du changement climatique

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), appellent les États à **renforcer la protection et l'assistance en faveur des personnes déracinées dans le contexte de catastrophes naturelles** et du changement climatique, après une conférence virtuelle co-organisée le 4 février, avec la Plateforme intergouvernementale dédiée au thème des déplacements liés aux catastrophes.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/2/601bdf77a/hcr-loim-demandent-meilleure-protection-personnes-deracinees-font-face.html>

HCR - OIM / Le HCR et l'OIM appellent à renforcer le système européen de recherche et de sauvetage alors que 41 personnes sont mortes dans un naufrage

Après avoir recueilli les témoignages des survivants du dernier naufrage, au cours duquel au moins 41 personnes se sont noyées, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont **appelé l'UE et la communauté internationale à faire des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée une priorité**. Selon les agences, afin de fournir des alternatives viables à ces traversées maritimes meurtrières, il est nécessaire de renforcer l'accès à l'éducation et d'accroître les sources de revenus disponibles dans les pays situés le long de la route migratoire méditerranéenne.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/it/notizie-storie/comunicati-stampa/iom-and-unhcr-41-dead-in-latest-shipwreck-demonstrates-urgent-need-to-strengthen-europes-search-and-rescue-system/>

OIM / L'OIM appelle à mettre un terme aux refoulements et à la violence contre les migrants aux frontières extérieures de l'UE

Alors qu'elle continue de recevoir des signalements documentés de violations des droits de l'homme et d'infractions au droit international, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) appelle l'UE et ses États membres à **prendre des mesures urgentes pour mettre fin aux refoulements**, aux expulsions collectives et à l'usage de la violence contre les migrants et les réfugiés, y compris les enfants, aux frontières extérieures terrestres et maritimes de l'UE.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/loim-appelle-mettre-un-terme-aux-refoulements-et-la-violence-contre-les-migrants-aux-frontieres>

OIM / Le rôle des migrants dans la réponse aux catastrophes : l'OIM explore la participation de la diaspora dans l'aide humanitaire

Pour accroître la portée de l'aide humanitaire dans le monde, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en œuvre un projet visant à élaborer et à piloter un **cadre pour la participation des diasporas à l'aide humanitaire**, qui ont trouvé des solutions transnationales créatives pour soutenir leurs communautés depuis le début de l'épidémie. L'OIM a commencé à mener des consultations avec des acteurs clés dans le monde entier et a lancé un sondage destinées aux organisations de la diaspora afin d'explorer les meilleures pratiques que les migrants peuvent utiliser pour renforcer leur participation.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/les-migrants-jouent-un-role-essentiel-dans-la-reponse-aux-catastrophes-loim-explore-la>

OIM / L'endettement touche 68% des migrants de retour dans six pays d'Afrique de l'Ouest, compromettant leur réintégration dans leur pays

Une étude réalisée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) concernant l'impact de l'endettement sur les migrants de retour dans six pays d'Afrique de l'Ouest révèle que **68 % d'entre eux sont endettés, tandis que plus des deux tiers qualifient la honte ou le poids de leur endettement d'obstacle à leur réintégration** dans leur communauté d'origine.

Pour plus d'informations

Rapport :

<https://rodakar.iom.int/sites/default/files/document/publications/OIM%20RAPPORT%20REGIONAL%20FR%20-%20Light.pdf>

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/lendettement-touche-68-des-migrants-de-retour-dans-six-pays-dafrique-de-louest-compromettant>

OIM / Fiche d'informations sur le mécanisme de relocalisation volontaire depuis la Grèce

L'OIM a publié une fiche d'informations qui résume la mise en œuvre des accords de relocalisation volontaire depuis la Grèce vers les autres États membres de l'Union. L'objectif est de relocaliser 5 2000 demandeurs d'asile et bénéficiaires d'une protection internationale vulnérables dont 1 600 mineurs non accompagnés. Au 25 février 2021, 2 774 relocalisations ont été réalisées selon cette fiche d'informations de l'OIM, en grande partie vers l'Allemagne (1 028) et la France (319).

Pour plus d'informations

Fiche : <https://greece.iom.int/sites/default/files/210225.pdf>

UNODC / Boîte à outils pour l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans les réponses de la justice pénale à la traite

Dans le cadre de l'Action mondiale contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants (GLO.ACT), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a publié une boîte à outils pour l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans les réponses de la justice pénale à la traite des êtres humains et au trafic de migrants.

Pour plus d'informations

Boîte à outils : https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/GLO-ACTII/UNODC_Toolkit_for_mainstreaming_Human_Rights_and_Gender_Equality_February_2021.pdf

UNODC / Publication du rapport mondial de 2020 sur la traite des êtres humains

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) a publié le Rapport mondial de 2020 sur la traite des êtres humains. Basé sur des données recueillies auprès de 155 pays, il propose une évaluation mondiale de l'ampleur de la traite des êtres humains et des mesures pour l'éradiquer et souligne la **vulnérabilité à la traite des migrants sans papiers** et des personnes en grande difficulté économique. **L'intensification de la traite à des fins de travail forcé** résulte d'une détérioration des droits du travail dans toute une série de secteurs économiques (agriculture, construction, industrie de la pêche, exploitation minière, commerce de rue et servitude domestique).

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/global-report-on-trafficking-in-persons.html>

Organisations de la société civile

Associations grecques / Analyse de la proposition du règlement filtrage dans le contexte grec

Un groupe d'associations grecques a publié un rapport portant sur la proposition de règlement de l'UE sur le filtrage, publiée dans le cadre du Pacte sur l'immigration et l'asile, qui prévoit « *un contrôle préalable à l'entrée qui devrait être applicable à tous les ressortissants de pays tiers qui se trouvent à la frontière extérieure sans remplir les conditions d'entrée ou après le débarquement, à la suite d'une opération de recherche et de sauvetage* ». De nombreuses **dispositions correspondent à celles introduites dans la législation grecque** ces dernières années. Ces dernières affirment que la compréhension de ces similitudes est essentielle pour empêcher l'enracinement de « *politiques frontalières violentes et inefficaces* » dans le nouveau pacte européen sur les migrations et l'asile.

Pour plus d'informations

Rapport : https://legalcentrelesvos.org/wp-content/uploads/2021/01/Screening_Greece_Correlation-1-3.pdf

Statewatch / Frontex : Le conseil d'administration se prononce contre les propositions de confidentialité dans un rapport préliminaire

Statewatch a publié le 4 février le rapport préliminaire du groupe de travail mis en place par le conseil d'administration de l'agence européenne des frontières et des garde-côtes (Frontex) suite aux allégations d'implication dans les refoulements de la Turquie vers la Grèce. Le rapport indique entre autres que **Frontex a proposé d'étiqueter les rapports d'incidents graves comme des informations classifiées de l'UE**, ce qui réduirait la transparence et, par conséquent, la responsabilité des agents européens vis-à-vis de ces opérations.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.statewatch.org/news/2021/february/frontex-management-board-pushes-back-against-secrecy-proposals-in-preliminary-report/>

Legal Centre Lesvos / La Grèce accusée d'avoir commis des crimes contre l'humanité à ses frontières

L'association grecque *Legal Centre Lesvos* a publié un nouveau **rapport accusant l'État grec de commettre des crimes contre l'humanité à ses frontières**, étant donné le caractère « *généralisé, systématique et violent* » des expulsions collectives en cours de personnes qui tentent d'atteindre le territoire de l'UE. Le rapport se fonde sur les témoignages de plus de 50 personnes ayant fait l'objet d'expulsions collectives et analyse les pratiques des autorités grecques à la lumière du statut du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Pour plus d'informations

Communiqué : <http://legalcentrelesvos.org/2021/02/01/crimesagainsthumanityintheaegean/>

Rapport : <http://legalcentrelesvos.org/wp-content/uploads/2021/02/Collective-Expulsions-in-the-Aegean-LCI-01.02.2021-1.pdf>

CEPS / Refoulements et manque de responsabilité aux frontières gréco-turques

Alors que la Grèce a, depuis mars 2020, annoncé un durcissement de son approche vis-à-vis des demandeurs d'asile qui tentent de franchir les frontières avec la Turquie, ce qui se traduit par des pratiques de refoulement systématique à la frontière et de retours informels, le think-tank européen CEPS a publié un **rapport analysant les implications de cette approche sécuritaire** sur le droit d'asile et le régime d'asile européen commun. Le

document se penche également sur **les limites et les ambiguïtés qui ont caractérisé la réponse de l'UE** à la situation aux frontières gréco-turques, en se concentrant sur les responsabilités de Frontex.

Pour plus d'informations

Rapport : https://www.ceps.eu/ceps-publications/pushbacks-and-lack-of-accountability-at-the-greek-turkish-borders/?mc_cid=87a555b337&mc_eid=57b3f65a8e

Collectif Ensemble contre la traite / Lutter contre l'exploitation et la traite des personnes transgenre

Le collectif Ensemble contre la traite a publié un article décrivant le **profil des victimes de traite transgenre, leurs motifs de migration et l'organisation de leur exploitation par les réseaux**, ainsi que leurs besoins dans le cadre de l'extraction des réseaux de prostitution. L'article s'appuie sur l'expérience de l'association Aux captifs la libération, qui depuis 40 ans va à la rencontre des personnes transgenres en situation de prostitution dans le Bois de Boulogne pour les extraire d'une situation de traite des êtres humains encore mal connue.

Pour plus d'informations

Article : http://contrelatraite.org/traite_transgenre

Réseau SHARE / Rapport du webinar « Participation et co-création pour l'intégration des réfugiés et des migrants dans l'UE »

Dans le cadre de son programme de travail 2021-2023 axé sur la participation des réfugiés et des migrants, le réseau européen sur la réinstallation et les voies complémentaires SHARE a publié un rapport sur son webinar qui s'est tenu le 15 décembre dernier. Rassemblant **180 acteurs et parties prenantes de 23 pays** de l'UE pour une série de présentations et de discussions d'experts dans des domaines clés, le webinar s'est concentré sur la **co-création d'actions pour l'intégration et l'inclusion** des réfugiés et des migrants dans l'UE et la **participation de ces derniers à la politique, à la défense des intérêts et à la gouvernance** européennes.

Pour plus d'informations

Communiqué et rapport : <http://resettlement.eu/page/share-network-webinar-participation-co-creation-refugee-migrant-integration-eu>

International Rescue Committee / Renforcer la communication entre les prestataires de services de lutte contre la violence à l'égard des femmes et mise en place de points focaux communautaires

Le site web « Survivor » est un outil de ressources en ligne développé par l'IRC (International Rescue Committee) Hellas, dans le cadre du projet « SURVIVOR : Améliorer les services pour les réfugiés et les migrants victimes de la violence de genre », afin de soutenir l'intégration et la réinstallation des réfugiés en Europe. Il a récemment publié un document d'orientation visant à **renforcer la communication entre les prestataires de services de lutte contre la violence de genre et les femmes** des communautés, ainsi qu'à mettre en place des **points focaux communautaires sur la violence de genre** pour les femmes et les filles. Le document est disponible en plusieurs langues dont le français.

Pour plus d'informations

Note d'orientation : <https://www.gbvsurvivor.gr/guidance-document-strengthening-communication-between-gender-based-violence-gbv-service-providers-and-women-from-the-communities-setting-up-community-gbv-focal-points-for-women-and-girls/?lang=en>

Focus nationaux

Bulgarie / Publication du rapport AIDA actualisé

Le rapport AIDA actualisé sur la Bulgarie publié ce mois donne un aperçu détaillé des développements législatifs et des pratiques en matière de procédures d'asile, de conditions d'accueil, de détention des demandeurs d'asile et de contenu de la protection internationale, soulevant plusieurs préoccupations. En dépit de la suspension des procédures d'asile entre mars et juin 2020 en raison de la pandémie, le **nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 63 %** par rapport à 2019. **Les pratiques de refoulement** auraient touché **plus de 15 000 personnes** en 2020. Des problèmes importants continuent d'être signalés tout au long de la procédure d'asile, notamment un **taux de rejet qui atteint 100 %** en première instance pour plusieurs nationalités et 96 % en moyenne en seconde instance. Un nouveau **motif de cessation de la protection internationale** a été introduit en cas d'impossibilité pour les bénéficiaires de renouveler leurs documents d'identité bulgare dans un délai de 30 jours, ce qui est contraire aux dispositions législatives en la matière.

Pour plus d'informations

Rapport AIDA : https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2021/02/AIDA-BG_2020update.pdf

Italie / Le tribunal de Rome déclare illégaux les refoulements vers la Slovénie

Dans une décision rendue le 18 janvier 2021, le **tribunal de Rome a déclaré illégale la pratique des « réadmissions informelles » de migrants d'Italie vers la Slovénie**, où ils sont ensuite soumis à des refoulements vers la Bosnie. Ces pratiques, qui sont basées sur un accord bilatéral entre les deux pays, se sont intensifiées depuis le printemps 2020. L'arrêt concerne un demandeur d'asile pakistanais qui a été soumis à une série de violents refoulements s'étendant de l'Italie à la Bosnie-Herzégovine. La juge précise que ces réadmissions informelles sont contraires à la Constitution, à la Convention européenne des droits de l'homme et à la Charte des droits fondamentaux de l'UE, exposant des personnes au **risque de traitements inhumains et dégradants**. Le jugement **ordonne aux autorités de permettre « l'entrée immédiate du demandeur sur le territoire italien en tant que demandeur d'asile »**.

Pour plus d'informations

Article de Statewatch : <https://www.statewatch.org/news/2021/january/when-informal-means-illegal-italian-interior-ministry-guilty-of-pushbacks-to-slovenia/>

Article d'EuroMed Monitor : <https://www.euromedmonitor.org/en/article/4120/Rome-Court-decision-against-Italy%E2%80%99s-illegal-migrant-pushbacks-is-a-significant-step>

Arrêté [IT] : https://www.asgi.it/wp-content/uploads/2021/01/Tribunale-Roma_RG-5642020.pdf

Roumanie / La Roumanie nie avoir repoussé des bateaux de migrants vers les eaux turques

Dans une lettre du 22 février adressée au directeur de Frontex, Fabrice Leggeri, la **Roumanie a nié avoir aidé la Grèce à refouler des embarcations de migrants vers les eaux turques, malgré des images vidéo** attestant de telles pratiques. Les Roumains se déchargent également de leur responsabilité sur le haut commandement grec, tout en mettant en avant le **règlement européen 656/2014** en matière de trafic de migrants, qui prévoit notamment la possibilité d'ordonner "à un navire de changer de cap en dehors ou en direction d'une destination autre que la mer territoriale" et la possibilité d'"escorter le navire ou de naviguer à proximité" jusqu'à ce qu'il change de cap. Ils affirment que des règles plus claires et un rôle accru de l'agent des droits fondamentaux de Frontex sont nécessaires pour aider à surveiller les futures missions.

Pour plus d'informations

Article : https://euobserver.com/justice/151011?utm_source=euobs&utm_medium=rss

Hongrie / La Hongrie ignore la justice européenne en expulsant des migrants vers la Serbie

Depuis le verdict de la CJUE, rendu le 17 décembre dernier, jugeant illégale l'expulsion de demandeurs d'asile de la Hongrie vers la Serbie, près de 5000 demandeurs d'asile ont été expulsés et les autorités hongroises ont depuis confirmé à plusieurs reprises leur intention de vouloir poursuivre cette pratique. Selon les statistiques officielles, **2824 réfugiés ont été appréhendés près de la clôture qui sépare les deux pays au cours du mois de janvier. Tous ont été contraints à retourner en Serbie.** Par ailleurs, 184 sans-papiers doivent être jugés en Hongrie avant d'être renvoyés en Serbie.

Pour plus d'informations

Article : <https://www.infomigrants.net/fr/post/30345/la-hongrie-ignore-la-justice-europeenne-en-expulsant-des-migrants-vers-la-serbie?preview=1613723877429>

France / Rapport d'activité 2020 de la CNDA

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) a publié le 29 janvier son rapport d'activité 2020. Alors que le **nombre de recours** enregistrés par la Cour était en constante augmentation depuis sept ans, celui-ci **a baissé de 22 %** en 2020 du fait, principalement, des restrictions aux déplacements des personnes imposées en Europe pour endiguer la propagation de la Covid-19. Les mesures de confinement adoptées par le gouvernement ont entraîné la suspension temporaire des audiences engendrant une diminution de **37% du nombre d'affaires jugées**. Le **taux de protection, de 24,4%, a progressé de 3,4 points.**

Pour plus d'informations

Communiqué :

<http://www.cnda.fr/content/download/179214/1759002/version/3/file/Communiqu%C3%A9%20de%20presse%20RA%202020.pdf>

Plaquette résumant les principaux chiffres :

<http://www.cnda.fr/content/download/179248/1759184/version/1/file/Plaquette%202020.pdf>

Rapport : <http://www.cnda.fr/content/download/179204/1758937/version/2/file/RA2020-book.pdf>
